



EXPERTISE AFRIQUE
Nous visons l'excellence

Audits, Expertise comptable, Commissariat aux comptes, Conseils, Etudes et Formations

**CENTRE HOSPITALIER ET
UNIVERSITAIRE DE ZONE SANITAIRE
ABOMEY-CALAVI / SO-ÄVA**

**RAPPORT GÉNÉRAL
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2016



Aux membres du Conseil de Gestion du Centre Hospitalier et Universitaire d'Abomey-Calavi

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décret 2016-209 du 04 avril 2016 pris en conseil des ministres, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- L'audit des états financiers de synthèse de l'Hôpital de zone, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- Les autres obligations légales et réglementaires.

I. Rapport sur l'audit des états financiers annuels

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'hôpital de zone d'Abomey-Calavi /Sô-Ava, comprenant le bilan au 31 décembre 2016 avec des capitaux propres de FCFA 1 391 174 996, le compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net de FCFA 49 338 458, le tableau financier des ressources et emplois, ainsi que l'Etat annexé, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section «Fondement de l'opinion avec réserve» de notre rapport les états financiers de synthèse sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'hôpital de zone à la fin de cet exercice conformément aux règles et méthodes comptables édictées par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises.

Fondement de l'opinion avec réserve

Les stocks de l'hôpital ont été comptabilisés pour FCFA 96 028 493. En notre qualité de commissaire aux comptes, nous n'avons pas été convié à prendre part ou à nous faire représenter à la prise d'inventaire des stocks. Par ailleurs, la direction n'a pas démontré une procédure fiable et exhaustive dans l'évaluation des stocks conformément aux dispositions prévues l'Acte uniforme de l'OHADA. Les documents comptables de l'hôpital de zone soumis à notre appréciation n'indiquent pas clairement la méthode de valorisation retenue pour les stocks. Enfin, ces derniers n'ont pas fait l'objet de dépréciation au regard du risque inhérent lié aux stocks dans le secteur de la santé. En conséquence, l'impact n'a pu être apprécié mais aurait pu affecter sensiblement le résultat net ainsi que les capitaux propres.

Les dettes d'exploitation (dettes fournisseurs) de l'hôpital ont été comptabilisées pour FCFA 186 025 659. Les diligences mises en œuvre pour la circularisation des dix (10) gros prestataires en termes de volume de chiffre d'affaires réalisés n'ont pas abouties. Seuls trois (03) prestataires nous ont communiqués leurs soldes avec des écarts notables par rapport à ceux dans les livres de l'hôpital. Les montants concernés représentent au moins 46% des dettes au 31 décembre 2016. Nous ne sommes donc pas en mesure de nous prononcer sur les soldes présentés. Si la direction avait initié une procédure de réconciliation des dettes fournisseurs, cela aurait eu un impact sur le résultat de l'exercice. En conséquence, les capitaux propres auraient connus une variation plus ou moins équivalente.

Les créances d'exploitation de l'hôpital ont été comptabilisées pour FCFA 368 329 248. Essentiellement des créances sur l'État central du fait de la gratuité de la césarienne, la prise en charge des soins du paludisme pour les enfants de 0 à 5 ans et les femmes enceintes ainsi que la prise en charge des travailleurs publics, la direction n'a pu nous aider à circulariser notre échantillon d'audit de 86% des créances d'exploitation. L'administration est certes une continuité mais conformément des dispositions de l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises, les créances doivent être certaines dans leur existence et dans leur montant. En conséquence, l'impact sur les comptes sociaux dans l'hypothèse où l'actuel gouvernement ne serait pas disposer à honorer cet engagement serait très significatif. Mieux, aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée à cet effet.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'hôpital de zone conformément au Code d'éthique et de déontologie des experts-comptables du Bénin et les règles d'indépendance qui encadrent le commissariat aux comptes et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Responsabilités de la direction et du Conseil de Gestion relatives aux états financiers de synthèse

Le Conseil de Gestion est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers de synthèse conformément aux règles et méthodes comptables éditées par l'Acte uniforme de l'OHADA portant organisation et harmonisation des comptabilités des entreprises ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers de synthèse, il incombe au Conseil de Gestion d'évaluer la capacité de l'Hôpital de zone à...

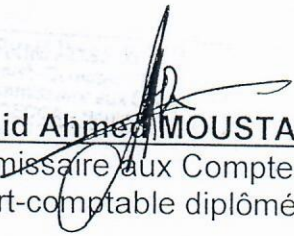
II. Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Nous avons également procédé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux autres obligations légales et statutaires.

A l'exception de l'incidence des faits exposés dans le paragraphe « Fondement de l'opinion avec réserve », nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse des informations données dans le rapport d'activités annuelles de la direction.

Par ailleurs, en application de l'article 716 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous vous signalons les irrégularités et inexactitudes que nous avons relevé au cours de nos travaux. Il s'agit essentiellement de l'absence de déclaration et de paiement des impôts et taxes de façon générale. L'hôpital encourt des risques de redressements fiscaux si les dispositions ne sont pas prises pour remédier à cet état de choses.

Cotonou, le 18 septembre 2017


Rachid Ahmed MOUSTAPHA
Commissaire aux Comptes
Expert-comptable diplômé